

**DIRECTION
DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire

3D.3B/CC

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société SOGESSAE - Déposante d'Epernay**

le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
officier de la Légion d'honneur

installations classées
n° 2003-APC-40-IC

VU :

- le code de l'environnement,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- l'arrêté préfectoral n° 91 A 06 IC du 22 décembre 1991 autorisant la société SOGESSAE à poursuivre l'exploitation de la dépositaire la Ferthiline à Epernay,
- la demande du 21 août 2001 par laquelle la société SOGESSAE, dont le siège social se situe 48 rue du val Clair ZA de la Pompelle - BP 6 51683 Reims cedex 2, sollicite des modifications des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, et l'évaluation simplifiée des risques,
- les rapports de l'inspecteur des installations classées des 8 octobre 2002 et 4 mars 2003
- l'avis favorable émis par le Conseil départemental d'hygiène du 7 novembre 2002,

CONSIDÉRANT :

- que les boues déposées sur le site de la dépositaire génèrent une pollution organique et azotée des eaux souterraines et qu'il convient que ces boues soient traitées dans l'avenir par une installation mieux adaptée,
- qu'il convient d'étudier de façon plus précise l'impact de la dépositaire sur la nappe et donc de réaliser un diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques sur la ressource en eau, qui devra comprendre notamment une étude de dispersion spatio-temporel du panache de pollution,
- qu'il y a lieu de fixer le programme de suivi après exploitation,
- que le montant des garanties financières imposées pour cette installation doit être fixé,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Madame la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne,

ARRETE

Article 1^{er}

Les conditions d'exploitation de la dépositaire de la Ferthiline à Epernay par la société SOGESSAE, dont le siège social se situe 48 rue du val Clair ZA de la Pompelle - BP 6 51683 Reims cedex 2, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Fin des apports

Les apports de boues doivent prendre fin un mois après la date de notification du présent arrêté.
Les boues doivent faire l'objet d'une dessiccation.

Article 3 : nouveau piézomètre

Un deuxième piézomètre doit être implanté en aval immédiat de la dépositaire dans un délai de trois mois.

Article 4 : Diagnostic approfondi et évaluation détaillée des risques

Une étude "diagnostic approfondi" doit être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'inspection des installations classées.

Cette étude visera les points suivants :

- la description du site dans son état actuel (situation des bâtiments, état de ceux-ci, dépôts de déchets, etc.), avec plans et zonage éventuel ;
- la description des différents réseaux qui équipent ou équipaient le site, ainsi que leur état actuel
- la situation des différentes sources de pollution, avec leur extension spatiale
- la caractérisation de ces sources : état physique des polluants rencontrés, nature chimique de ceux-ci, avec si possible la spéciation s'il s'agit de métaux lourds, concentrations des polluants ;
- les caractéristiques des polluants identifiés, tant du point de vue toxicologique, que cancérigène ;
- l'étude hydrogéologique et hydrologique du site : présence de nappes d'eaux souterraines, sens d'écoulement, liaison de celles-ci avec le réseau d'eaux de surface, présence de faille sur ou à proximité du site, protection des nappes d'eaux souterraines, usage de celles-ci (alimentation en eau potable, etc.),
- la description de l'environnement du site : présence d'autres activités, d'habitat à proximité immédiate ou non, de bâtiments collectifs (écoles ..), présence d'habitants autorisés ou non sur le site, fréquentation de celui-ci ;
- la description de la faune et de la flore sur le site et impact éventuel de la présence de polluants sur celles-ci ;
- l'usage actuel et futur du site ;
- la description des modes de transfert des polluants vers les cibles (qui deviennent à ce stade des études non plus seulement sur l'homme, mais l'environnement dans le sens large du terme : homme (incluant le personnel du site), faune, flore, patrimoine bâti), via les milieux (air, eau, sol). Outre les effets sur l'homme ou la ressource en eau, il convient à ce stade de faire des études d'écotoxicologie ;
- la description des effets de ces transferts des polluants vers les cibles à court, moyen et long terme, à l'aide, de modèles hydrodispersifs en ce qui concerne le transfert par les eaux souterraines, et l'impact sur la santé des personnes, travaillant sur le site (émanations gazeuses éventuelles) et des personnes pouvant consommer des légumes irrigués par un puits privé en aval.

Une évaluation détaillée des risques doit être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'inspection des installations classées. Elle portera au moins sur la ressource en eau.

Cette évaluation doit permettre :

- d'identifier les sources induisant des risques importants inacceptables pour l'homme et son environnement, et nécessitant une réhabilitation pour limiter, voire éliminer les risques connus ;
- de définir les objectifs de traitement, sur la base des connaissances scientifiques du moment et des techniques disponibles à un coût supportable, compatibles avec un usage préétabli du site et de son environnement
- de déterminer une stratégie de réhabilitation adaptée au site en indiquant quelles actions peuvent permettre de limiter le risque, le changement d'affectation étant l'une de ces actions, le cas échéant ;

- de déterminer les actions permettant de minimiser les risques d'exposition des hommes, aux différents stades d'intervention sur le site et de réduire les possibilités de contamination de l'environnement, notamment des phases ultérieures de traitement et de réhabilitation du site
- en étudiant différents scénarios d'utilisation du site.

L'évaluation détaillée des risques doit viser, notamment les points suivants :

- les caractéristiques des polluants rencontrés sur le site, caractéristiques toxiques et cancérogènes ;
- la description des scénarios choisis et la justification des choix
- la description des voies d'exposition aux polluants, et la justification des choix ; la quantification des doses journalières absorbées selon les différentes voies d'exposition la description du modèle d'exposition utilisé ;
- le résultat en termes de risque toxique et cancérogène, avec l'estimation des incertitudes liées à ces résultats ;
- l'avis de l'expert sur l'usage prévu du site en fonction des résultats de l'évaluation détaillée des risques.

Le respect des prescriptions ci-dessus doit être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- | | |
|--|--------|
| - cahier des charges des études et proposition de tiers expert | 1 mois |
| - bon de commande des études | 2 mois |
| - communication du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques à l'inspection des installations classées à compter de la notification du présent arrêté | 6 mois |

Article 5 : Programme de suivi

Un programme de suivi est prévu pour une période de 30 ans. Le programme de suivi comprend :

- la surveillance des eaux souterraines sur quatre piézomètres (un en amont, deux en aval immédiat, un en aval éloigné). La fréquence des analyses est :

semestrielle	jusqu'en 2010
annuelle	de 2011 à 2020
tous les deux ans	de 2021 à 2035 ;
- l'entretien des piézomètres ;
- l'entretien esthétique du site ;
- l'entretien de la clôture.

Ce programme de suivi pourra être renforcé en fonction des résultats de l'évaluation détaillée des risques précitée.

Article 6 : Périmètre d'isolement

Le périmètre d'isolement de 500 mètres autour de la dépositrice est réduit à 200 mètres dès la fin des apports de déchets, soit après le 31 décembre 2002. La distance est comptée à partir de la limite de propriété. Ce périmètre pourra être réévalué en fonction des résultats de l'étude détaillée des risques.

Article 7 : Garanties financières

La société SOGESSAE doit constituer des garanties financières dont le montant est fixé, en référence à l'indice TP01 de 410, à :

Période 2003 - 2005 :	381 000 euros
Période 2006 - 2010 :	285 750 euros
Période 2011 - 2020 :	190 500 euros
Période 2021 - 2023 :	186 690 euros
Période 2024 - 2026 :	175 260 euros
Période 2027 - 2029 :	163 830 euros
Période 2030 - 2032 :	152 400 euros
Période 2033 - 2035 :	140 970 euros

Ce montant doit être actualisé au moment de la constitution des garanties financières, et au moment du renouvellement de celles-ci, en fonction du dernier indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 9 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 - Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, à Mme la sous-préfète de l'arrondissement d'Epernay, MM. le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie et le directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à M. le maire d'Epernay qui en donnera communication à son conseil municipal.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'Epernay pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société SOGESSAE - 48 rue du val Clair ZA de la Pompelle - BP 6 51683 Reims cedex 2

Châlons en Champagne, le 17 AVR 2003

Pour ampliation

Pour le Préfet
et par délégation

L'Attaché



Eric DHEULEMME

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Signé

Bernard LE MENN